

**Grand débat à Champs-sur-Marne**  
*Compte-rendu – 12/03/2019*

❖ **Propos introductifs**

Organisation :

- Chaque table va travailler sur un thème (30') qui sera soit l'un des 4 thèmes proposés par le gouvernement ou une thématique autre au choix.
- Démarche proposée par l'animateur pour la réflexion :
  - Qu'est-ce que la thématique nous évoque ?
  - Quelles sont les défis à relever par rapport à ces questions ?
  - Quelles sont les propositions ?
- Un rapporteur par table va rendre compte des idées, puis le débat sera ouvert sur ces réflexions entre les différentes tables.

Questions avant le début du débat :

- Dénonciation du fait que le choix de la méthode soit imposé, ce n'est donc pas un débat démocratique. Certains souhaitent discuter d'autres thèmes.
  - L'animateur rappelle qu'il n'y a pas de débat sans règles, qui permettront à chacun de s'exprimer. Toutes les thématiques peuvent être abordées.
- Une participante indique qu'en tant que gilet jaune, elle souhaite avoir une réponse sur les violences subies.

❖ **Restitution des propositions émises par chaque table**

• **Table n°1 : Transition écologique**

Restitution

Les participants à cette table ont souhaité partager leurs interrogations puis leurs propositions.

*Interrogations*

- Que va-t-on faire des vieux diesels ?
- La TVA est-elle proportionnelle à la productivité ?
- Comment recycler les batteries dont l'espérance de vie est de 10 à 15 ans ?
- Peut-on instaurer une TVA préférentielle pour l'énergie solaire ?
- Comment résoudre les problèmes du lithium et de la pollution ?
- Pourquoi ne pas prendre pour exemple des pays ayant réussi leur transition écologique ?
- Pourquoi ne pas supprimer le diesel normal au profit du diesel premium ?
- Comment changer les habitudes de consommation ?

*Propositions*

- Mettre en place plus d'aides financières pour la recherche.
- Opter pour un carburant mixte en donnant la possibilité à chacun de choisir le carburant qui convient le mieux, développer les transports en commun et réduire les voitures individuelles, fixer le prix du diesel premium au prix du diesel normal car il est moins polluant.
- Permettre la transition d'une agriculture intensive à une agriculture raisonnée, accompagner la permaculture pour qu'elle soit rentable, imposer l'arrêt de l'utilisation des pesticides et du glyphosate, rétablir les semences paysannes.
- Faire en sorte que les pouvoirs publics soient plus offensifs juridiquement sur les scandales écologiques, aider le gouvernement et le Parlement à réaliser la transition écologique.

- Faire en sorte que la TVA soit proportionnelle à la localisation des produits, redévelopper les consignes pour réduire par exemple les bouteilles en plastique.
- Au lieu d'aider les entreprises à créer des panneaux photovoltaïques, aider les personnes à acheter des panneaux solaires.

### Débats avec les autres tables

#### *Agriculture*

- Sur les agriculteurs, certains sont confrontés à des difficultés lorsqu'ils souhaitent agrandir leur exploitation. L'exemple d'un fermier qui a emprunté des sommes colossales pour de nouvelles installations qui finalement n'étaient pas aux normes est exposé. Également, lorsqu'il y a eu des sécheresses, seules les grandes coopératives ont eu des compensations.
- Il y a 10 000 fermiers en moins tous les ans et jamais autant de pesticides n'ont été autorisés. Il faudrait beaucoup plus de fermiers.
- Les parlementaires ont une vision trop centrée qui ne bénéficie pas à la France.

#### *Gilets jaunes*

- C'est grâce aux gilets jaunes qu'il y a un débat comme aujourd'hui.
- Un participant se demande à quoi servent les gilets jaunes.

#### *Ecologie*

- Une autre alternative pour la transition écologique peut être l'hydrogène.
- A l'époque, on disait que le diesel c'était mieux et un jour on manquera de lithium et il faudra supprimer les voitures électriques.
- L'équation de l'écologie est simple à résoudre : chacun doit réduire individuellement sa consommation et faire en sorte d'avoir une économie circulaire.
- D'accord pour que chacun ait une action individuelle mais l'Etat ne peut pas se défaire de sa responsabilité. La proposition de la TVA en fonction de la distance du lieu de production permettrait de répondre à cette question.
- D'autres pays se moquent de leur empreinte écologique.
- La Montagne d'or en Guyane est une catastrophe écologique et un gouvernement qui autorise ce désastre c'est scandaleux.
- Marche des jeunes pour le climat : c'est très important qu'ils soient soutenus.

#### *Recherche*

- Sur l'augmentation des subventions pour la recherche, il n'y a pas encore de solution miracle pour avancer sur l'électrique.
- La recherche est allée au bout sur plein de sujets, le problème c'est l'investissement.

- **Table n°2 : Fiscalité**

### Restitution

- Baisser les taxes sur les produits de première nécessité et augmenter les taxes sur le luxe, supprimer certaines niches fiscales, mettre en place un taux fixe d'imposition pour tous, retravailler la taxe des grosses successions.
- Informer les populations sur l'utilisation des impôts et l'orientation des budgets, contrôler les dépenses de l'Etat.
- La fiscalité n'est pas la seule solution : aider les populations à trouver du travail avec un équilibre travail/aides publiques, prendre en charge les personnes dépendantes, verser les

allocations de la CAF en fonction des revenus et dès le 1<sup>er</sup> enfant, réparer les écarts entre le train de vie et la fiche d'imposition.

- Faire fonctionner l'ascenseur social comme dans certaines entreprises en favorisant la mobilité dans l'entreprise par la valorisation des compétences.
- Développer l'apprentissage de l'éducation civique, compléter le modèle éducatif par le modèle associatif, associer les chômeurs à des activités associatives pour les mettre sur le chemin de l'emploi et créer du lien social.
- Les jeunes ont des études de plus en plus longues et commencent à travailler à 25/26 ans, ce qui pose un problème au niveau des retraites. L'idée serait de comptabiliser les années d'étude dans le calcul de la retraite (par exemple un SMIC par année d'étude pour la retraite).

### Débats avec les autres tables

#### *Imposition*

- Aujourd'hui la courbe d'imposition est en cloche et il y a donc plus d'équité si le taux est à 30% pour tout le monde.
- Il y a proportionnellement plus de smicards que de très riches donc il n'est pas normal que tout le monde paie des impôts. Il n'est pas possible de vivre en payant 30% d'impôt quand on est au SMIC.
- On dit qu'on est le pays de l'égalité mais aucun métier ne justifie de gagner des millions.

#### *Avantages des élus*

- Le premier ministre a justifié les avantages des anciens présidents de la République en disant qu'ils devaient avoir une retraite décente, ce qui est choquant. A quel niveau parle-t-on d'une retraite normale ?
- Le côté choquant ce n'est pas que le fait que les anciens présidents touchent, mais aussi tous les avantages à vie des élus, l'indécence du cumul des mandats des députés qui passent leur soirée à dormir.
- Pour avoir travaillé en proximité avec des élus, les députés travaillent beaucoup, notamment en commission.
- La plus grosse charge de l'Etat, ce sont les charges sociales. Lorsqu'on regarde à l'intérieur, 42% correspondent aux retraites et les élus représentent environ 1%. Certains avantages sont abusés certes, mais ce n'est pas le plus gros poste de dépense.
- On demande aux collégiens de ne pas avoir leur téléphone en classe, ce serait bien de faire pareil pour les députés.
- Quels sont les pouvoirs que peut avoir un député en commission ? En commission, certains lobbyistes travaillent plus que les députés.
- Intervention de la Députée qui explique le contenu des journées de travail, notamment la répartition entre Assemblée nationale et circonscription, les enveloppes permettant de rémunérer ses collaborateurs et financer la permanence, le temps dédié aux projets de loi et à la rédaction des amendements qui permettent de modifier le texte lorsqu'on n'est pas d'accord avec le gouvernement. Elle indique également que le projet de loi pour la confiance dans la vie publique a instauré des enveloppes dédiées à chaque dépense et une certification des comptes avec justificatifs.

#### *Retraite*

- A partir de quel revenu et jusqu'auquel est-on considéré dans la classe moyenne ? Un retraité vit dans une vieille maison qui n'est plus aux normes et sans chauffage. Il a un sentiment d'injustice car il n'est pas assez pauvre pour avoir des aides et trop riche pour ne pas payer d'impôt. Il faudrait une nouvelle tranche.
- Le premier ministre a proposé une indexation des retraites sur l'inflation, est-ce qu'elle concernerait tout le monde ?

### *Contrôle des dépenses*

- Il faudrait avoir tous les ans pour l'Etat l'équivalent du bilan financier d'une association.
- Les comptes de l'Etat sont tout à fait transparents, il est possible de les consulter sur internet.
- L'Etat est au service des gens, il y aura forcément des pertes d'argent.

- **Table n°3 : Organisation de l'Etat et services publics**

### Restitution

- Il faudrait décentraliser des ministères car il y a un mépris des régions de province.
- Les députés et hommes politiques travaillent trop et ont la tête dans le guidon, ils n'ont pas assez de temps pour voir l'évolution de la société. Il faudrait plus de planification. Les hauts fonctionnaires ont fait des lois selon lesquelles tout se fait par internet, à l'instar de la taxe foncière qui se paie uniquement sur internet.
- Certains services publics pourraient être mutualisés, hébergés dans un lieu unique. Ça ne peut pas fonctionner pour tous les services, mais cela pourrait être mis en place pour un certain nombre d'entre eux. Un service public doit-il être rentable ? A priori non mais il ne faut pas que ce soit un gouffre financier pour l'Etat.

### Débats avec les autres tables

- Dans le service public de la santé il est anormal que le privé profite du public avec les médecins qui viennent dans les CHU.
- Une question dans un autre grand débat était de savoir si les individus trouvent normal que les parkings dans les hôpitaux publics soient payants ?
- S'agissant de l'organisation de l'Etat, il est aussi à notre service. Exemple de son petit-fils qui n'a pas eu de cours de français pendant 15 mois. La Députée Stéphanie Do a répondu à son courrier mais pas le Député de sa circonscription, M. Jacob. On veut bien payer des impôts mais en contrepartie il faut que l'Etat fonctionne. Une grande colère contre ce gouvernement, comme à l'encontre du précédent.
- On assiste à une nouvelle mutation de la société humaine et il y a trop de problèmes pour apporter toutes les solutions.

- **Table n°4 : Fiscalité**

### Restitution

- Justice fiscale : il faut davantage de contrôle, moins de TVA sur les produits de 1<sup>ère</sup> nécessité et plus sur les produits de luxe, mettre en place un impôt unique ou plus de tranches, revoir les niches fiscales.
- Incitations fiscales : travailler sur la fiscalité verte.
- Dépenses publiques : suppression des avantages des anciens élus, interconnexions avec différents thèmes (nucléaire etc.), prise en compte des conséquences de la suppression de la taxe d'habitation sur l'échelon local.
- Evasion et optimisation fiscales : la piste pourrait être celle d'un impôt universel comme aux Etats-Unis. L'impôt sur le revenu est payé par 50% des gens qui travaillent. Est-ce qu'il n'y a pas une justice fiscale à dire que tout ceux qui travaillent paie des impôts ?

## Débats avec les autres tables

- Il y a des personnes qui gagnent tellement peu que ce n'est pas possible. Comment peut-on avoir un système qui permet à des personnes de gagner beaucoup et ne pas payer d'impôts par des biais légaux.
- La TVA est un impôt universel donc l'impôt universel existe déjà en France et l'impôt sur le revenu est un impôt social qui permet de rééquilibrer les choses.
- Il faudrait interdire les gros revenus et il y a une différence entre égalité et équité.
- On parle beaucoup d'argent ce soir : si un jour on fait payer beaucoup les riches, ils vont partir dans d'autres pays, les autres pays n'investiront pas en France et cela créera du chômage.
- Si un chef d'entreprise français souhaite partir à l'étranger, on nationalise son entreprise pour ne pas perdre les emplois.
- Comment peut-on permettre à des entreprises qui sont sur le sol français de payer des impôts ailleurs ?
- Par rapport à l'évasion fiscale, souvent il y a un amalgame entre la fraude, appelée évasion fiscale, et l'optimisation fiscale qui est légale. C'est l'optimisation qu'il faut changer.
- Emettre une idée c'est faire 20% du travail et le moyen de la faire passer c'est 80% du travail. On n'a rien entendu sur ce point-là. Par exemple, pour le passage à 80km/h cela s'est très mal passé.
- Le pouvoir d'achat n'a pas été évoqué, ni le poids du logement.

- **Table n°5 : Démocratie et citoyenneté**

## Restitution

- Permettre un droit d'expression sans risque de répression, la sécurité des citoyens (bavures policières).
- S'agissant des services publics, la baisse des dotations touche toutes les mairies.
- Le système de la sécurité sociale se meurt, des acquis ont été perdus et ça continue. La population est vieillissante. Il y a un parallèle surprenant entre les soins qui font ou non l'objet d'un remboursement ainsi que sur les dépassements d'honoraires.
- Vigilance sur la désindustrialisation de la France, notamment avec la délocalisation d'une industrie de papeterie. Il y a une perte de métiers, d'entreprises, d'emplois sur des produits indispensables à notre économie. Il faut faire en sorte que notre économie soit protégée. Les péages autoroutiers ont été bradés au privé alors que ce sont des entreprises qui rapportent de l'argent à l'Etat. C'est d'intérêt public de les conserver dans la sphère publique.
- Réflexion sur Aéroports de Paris et la SNCF, la révocabilité des élus, le pouvoir d'achat, la sortie de l'Union européenne.

## Débats avec les autres tables

- Sentiment d'une privation de notre démocratie qui est censée être le pouvoir au peuple. La France est aujourd'hui un pays en guerre, ce qui a des conséquences importantes. Pour faire le lien entre démocratie et citoyenneté, une proposition est celle de la responsabilisation de chacun. L'exemple des jurés d'Assises montre que les citoyens tirés au sort assument pleinement leurs responsabilités.

- **Table n°6 : Démocratie et citoyenneté**

### Restitution

- Il faut une remise en question du système de société, il faudrait faire entrer une part d'associations citoyennes au sein de l'hémicycle.
- ❖ **Echanges sur d'autres thématiques**

### *Transports*

- Le coût des transports en Ile-de-France, de 75,20€, est important, surtout quand on n'a pas de travail fixe, c'est déjà beaucoup.
- La qualité des transports est à revoir.
- Quand on est salarié d'une entreprise, celle-ci doit prendre en charge la moitié du coût du Pass Navigo. Avant, quand on était en banlieue, on payait le double.
- Le coût du transport de 75€ pour le service proposé en Ile-de-France est plutôt honnête.

### *Autres*

- Problématique des jeunes qui sortent de l'école ils ont un diplôme et pas d'expérience.
- Proposition de supprimer les sénateurs qui ne servent pas à grand-chose et mettre à la place des citoyens qui participent à l'élaboration des lois.
- Volonté que l'Etat éclaircisse son projet de Service National Universel dont les expérimentations commenceront en juin : comment se sera financé ? Que vont devenir les personnels de l'armée chargés des Journées Démocratie et Citoyenneté ?

### *Logement*

- Le logement doit être abordable. La loi logement (ELAN) inquiète beaucoup de personnes car elle va aggraver la situation qui est devenue difficile dans le locatif social. Une masse de personnes n'ayant pas payé leur loyer vont être mises à la rue et il y a un nombre de SDF important. La situation s'aggrave car les bailleurs sociaux ne font pas toujours leur travail car ils n'ont pas les moyens de le faire non plus. Dans le locatif social neuf, les loyers sont devenus complètement inaccessibles. Allez-vous enfin prendre des mesures, entendre que ce sujet est une urgence sociale absolue ?
- Ce qui choque le plus c'est les frais des agences.
- Intervention de la Députée : 40 Md€ sont dédiés à la politique du logement chaque année la situation ne s'améliore pas. Des mesures visant à améliorer la situation ont justement été votées dans la loi logement (ELAN) : créer un choc d'offre pour construire plus de logements sociaux, demander aux bailleurs sociaux de se regrouper pour assurer une péréquation permettant l'entretien des logements sociaux, accentuer la transparence dans l'attribution des logements sociaux, réexaminer les situations des locataires tous les 3 ans, permettre la vente de logements sociaux aux locataires, renforcer les sanctions contre les marchands de sommeil, instauration du bail mobilité pour faciliter la location et du dispositif VISALE qui permet à l'Etat de se porter garant.
- Que met-on dans les 40 Md€ pour les logements ? Alors que l'Etat annonce ce budget, l'effort sur le logement social n'a fait que diminuer. Les aides sont données pour construire des logements sociaux trop chers pour les demandeurs.
- Il y a une réelle spéculation sur le logement et pas de réel intérêt pour les différentes parties de mettre beaucoup de biens sur le marché. On nous ment sur le logement car personne n'a intérêt à ce que le prix du logement baisse.
- Il faudrait interdire les achats réalisés dans l'objectif d'une revente avec une plus-value.